



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Onzième session

Vienne, 2-27 octobre 2000

Point 5 de l'ordre du jour

**Finalisation et approbation de l'instrument juridique international
additionnel contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu,
de leurs pièces, éléments et munitions**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

**Bolivie: amendement à l'article 11 du projet révisé de Protocole contre la
fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et
munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la
criminalité transnationale organisée**

**Article 11: Dispositions générales concernant les systèmes de licences ou
d'autorisation d'exportation, d'importation et de transit**

Paragraphe 2

Pour assurer que les États sans littoral soient en mesure d'exercer les mêmes droits d'accès à la mer et depuis la mer que les autres États, conformément aux dispositions en faveur des États sans littoral que renferment les accords bilatéraux sur le transit de marchandises ainsi que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, laquelle, de plus, favorise la conclusion d'arrangements régionaux ou bilatéraux entre ces États et les États de transit afin de définir les conditions et modalités de l'exercice de la liberté de transit, la Bolivie propose d'amender l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 11 de façon à le lire comme suit:

“b) S'il y a lieu, les États de transit ont notifié par écrit qu'ils ne s'opposent pas au transit, sans préjudice des dispositions régissant les pratiques et accords bilatéraux en faveur des États sans littoral.”
